

<http://sudeducation92.ouvaton.org/spip.php?article1874>



Fichage des élèves : Une nouvelle fois, le ministre stigmatise les classes populaires et les



musulman-e-s

Date de mise en ligne : dimanche 10 mai 2020

- EDUCATION EN LUTTE !

Copyright © SUD éducation 92 - Tous droits réservés

Sur Eduscol, cette fiche pour les écoles : "Ecouter la parole des élèves en retour de confinement COVID 19" : "Des enfants peuvent tenir des propos manifestement inacceptables. La référence à l'autorité de l'Etat pour permettre la protection de chaque citoyen doit alors être évoquée, sans entrer en discussion polémique. Les parents seront alertés et reçus par l'enseignant, le cas échéant accompagné d'un collègue, et la situation rapportée aux autorités de l'école."

Une nouvelle fois, le ministre stigmatise les classes populaires et les musulman-e-s
Communiqué de SUD éducation



Une nouvelle fois, le ministre stigmatise les classes populaires et les musulman-e-s
Alors que les enseignant-e-s reçoivent en permanence des injonctions contradictoires, des informations qui évoluent au gré des discours officiels et ne savent même pas s'ils et elles pourront reprendre les cours dans des conditions assurant leur sécurité et leur santé, l'Éducation nationale a trouvé le temps d'élaborer et de diffuser une fiche intitulée Coronavirus et risque de replis communautaristes.

Cette fiche vise explicitement les habitant-e-s des quartiers populaires, et en leur sein, les musulman-e-s ou identifié-e-s comme tel-le-s. L'expression « séparatisme », employée par Emmanuel Macron lors de la dernière polémique médiatique concernant les musulman-e-s, est bien sûr présente dans la fiche, qui appelle à anticiper des réactions prétendument « communautaristes » en ne se basant sur aucune étude ni aucune réalité de terrain.

Depuis le début de l'année scolaire 2019-2020, le ministre Blanquer a multiplié les sorties scandaleuses, créant des polémiques stigmatisant les personnes musulmanes ou supposées telles. Il a été démenti par ses propres services sur le prétendu défaut de scolarisation des petites filles musulmanes. Il a attaqué la FCPE à propos d'une affiche de campagne montrant une femme portant le voile. Il s'est refusé à condamner l'agression d'une mère d'élève portant le voile accompagnant une sortie scolaire par un élu RN. Cette fiche s'inscrit dans la continuité d'un discours officiel islamophobe au sommet de l'institution scolaire.

Parallèlement, le ministre et ses services s'inquiètent dans cette fiche que « la crise du Covid 19 peut-être utilisée par certains pour démontrer l'incapacité des États à protéger la population ». Par cynisme, ils s'inquiètent de ce que la population nourrisse une « défiance envers les discours scientifiques », alors même que la décision de rouvrir écoles et établissements scolaires contrevient directement aux recommandations du Conseil scientifique. S'il est évident que la période est propice aux rumeurs et aux fausses nouvelles, la diffusion d'intox est moins l'apanage des classes et des quartiers populaires que du gouvernement et des capitalistes.

Le gouvernement, comme ceux qui l'ont précédé, porte la responsabilité du démantèlement des services publics, en particulier de santé, et du système de protection sociale dans son ensemble. Juste avant la crise sanitaire, le pays a connu un mouvement de grève massif et puissant contre le démantèlement du système de retraites. Les rédacteurs

Fichage des élèves : Une nouvelle fois, le ministre stigmatise les classes populaires et les musulman-e-

et rédactrices s'alarment d'une « possible fronde contre les mesures gouvernementales ». Ils ont bien raison : les capitalistes doivent payer la crise.

Le ministre Blanquer doit protéger les enfants, leurs familles ainsi que les personnels, et non stigmatiser toujours les mêmes personnes pour escamoter sa gestion calamiteuse et les désaveux à répétition qu'il subit au quotidien.

SUD éducation dénonce ce nouvel acte de stigmatisation islamophobe que constitue cette fiche.

SUD éducation revendique un plan massif d'investissement pour le service public d'éducation, avec les recrutements nécessaires, pour une école véritablement gratuite, laïque, et émancipatrice pour toutes et tous.

